



HAL
open science

Collectif Rosa Bonheur, La Ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire (Éditions Amsterdam, 2019)

Eve Meuret-Campfort

► **To cite this version:**

Eve Meuret-Campfort. Collectif Rosa Bonheur, La Ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire (Éditions Amsterdam, 2019). Sociologie, 2022, 14 (1). hal-04381848

HAL Id: hal-04381848

<https://hal.science/hal-04381848>

Submitted on 9 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Collectif du 9 août, *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée*, Agone, Marseille, 2017, 281 p.

Cet ouvrage plonge le lecteur dans la lutte menée par les salariés de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn de l'annonce de la fermeture de l'usine en octobre 2008 au dernier rebond des nombreuses démarches judiciaires engagées le 9 août 2016. Prenant à bras le corps les enjeux politiques et économiques de cette histoire, le livre propose d'étudier toutes les ramifications pour *comprendre* – au sens fort du terme – comment le capitalisme financier a pu bouleverser la vie de quelques centaines de salariés d'un petit bourg du Sud-Ouest de la France. L'enquête – menée par un collectif d'une dizaine de chercheurs, fonctionnant par « immersion collective périodique » (p.18) – a porté à la fois sur les salariés de l'usine de Villemur, en particulier celles et ceux engagés dans la lutte, et – fait rare – sur les dirigeants de l'entreprise, en France et aux États-Unis. Les matériaux recueillis sont très importants (160 entretiens, 150 observations, les archives du comité d'entreprise et de la cellule de reclassement et les articles de presse locaux et nationaux) et permettent un récit polyphonique, incarné et précis qui parvient à tenir ensemble la narration et l'analyse sociologique. La question centrale de l'ouvrage est celle des formes de politisation des classes populaires. Loin d'une approche uniquement centrée sur le syndicalisme, l'enquête permet d'insister « sur la continuité et l'articulation entre les activités, les temps et les espaces du travail, de la mobilisation, de la sphère domestique et des tierces activités » (p.20). Cette analyse localisée, articulée à une analyse globalisée – mais toujours située – des phénomènes à l'œuvre, permet de penser ensemble le singulier et le général, le local et le global, le social et l'économique, participant ainsi à une déconstruction bienvenue de ce qu'est l'engagement et le politique.

Le premier des six chapitres que compte l'ouvrage raconte l'histoire de l'entreprise et de la mobilisation qui suit l'annonce de la fermeture. Les différents rachats de l'usine sont retracés depuis qu'elle est devenue une usine de composants électriques pour l'aéronautique et l'automobile au début des années 1940. Si de nombreuses restructurations caractérisent cette histoire, le rachat par le groupe états-unien Molex Inc. en 2004 marque un tournant. Le brevet d'un connecteur incontournable dans l'industrie semble intéresser le groupe plus que l'usine elle-même. La fermeture, quoique redoutée par la CGT majoritaire et les autres syndicats présents (FO, CFTC, CFE-CGC), constitue un choc. Tout de suite, le discours syndical repose sur la dénonciation d'une fermeture destinée à « augmenter la valeur actionnariale de Molex au mépris de la valeur produite localement » (p.38). Les salariés se mobilisent, emmenés par les leaders syndicaux et deviennent rapidement « les Molex ». Ils interpellent les élus locaux, engagent une bataille juridique – pour entraver au fonctionnement du CE – et

s'impliquent dans des actions collectives de plus en plus nombreuses. Un repreneur est accepté après de nombreuses tractations et le PSE est signé en septembre 2009, à contre-cœur par les représentants du personnel. La suite de l'histoire est faite de poursuites judiciaires – notamment aux Prud'hommes pour licenciement abusif – et d'actions de solidarité qui ont encore rythmé la vie d'une partie des anciens salariés.

Les cinq chapitres suivant offrent autant d'éclairages différents sur cette histoire. Le deuxième chapitre étudie donc la manière dont la mobilisation constitue « un processus de politisation qui puise dans les sociabilités préexistantes et les renforce » (p.50). S'inscrivant dans un renouveau de l'étude de la conflictualité au travail, les auteurs interrogent les modalités de mobilisation d'un groupe qui ne se caractérise pas par une tradition de lutte mais bien plus par un fort ancrage local et des liens interpersonnels nombreux et anciens. Tout en rappelant les divisions usinières, et notamment l'invisibilité des 20% de femmes dans l'usine, on comprend ici la force d'un groupe uni par une « manière d'occuper le territoire » (p.66). Le troisième chapitre cherche à incarner cette opposition si souvent schématisée entre les « ouvriers » – sous-entendu leurs représentants syndicaux – et « la direction » en explicitant leurs trajectoires mais aussi leur vision du monde. Les cadres internationalisés de la multinationale, groupe plus divers qu'il n'y paraît, conçoivent la mobilité comme une évidence, les travailleurs comme des capitaux et les résistances « au changement » comme « archaïques », bien qu'ils puissent respecter l'intégrité des représentants syndicaux. Ces derniers parviennent à mettre leurs dissensions de côté pour faire fonctionner une intersyndicale. En retraçant l'histoire des positions syndicales dans l'usine et la dynamique du conflit conduisant à laisser dans l'ombre les positions minoritaires, ce chapitre montre bien la nature d'une unité syndicale à la fois stratégique et fondée sur la légitimité acquise de longue date par les deux leaders CGT.

Le chapitre suivant retrace la « bataille contre la fermeture ». Quelles armes les acteurs du conflit choisissent-ils en fonction du type de ressource qu'ils détiennent ? D'une première phase de réappropriation de l'outil et du temps de travail, favorisant les sociabilités dans une usine qui tourne au ralenti, les salariés mobilisés s'engagent dans des actions plus « dures » à mesure notamment de la découverte du caractère programmé de la fermeture. Après la journée « Villemur ville morte », qui marque le soutien de toute la communauté locale autour de cet événement, un campement s'organise devant l'usine pendant les congés de Noël, suscitant des apprentissages militants sur le tas mais aussi la mise en valeur de ressources extra-militantes comme celle de cet ouvrier qualifié qui devient l'organisateur en chef des actions du fait de compétences acquises dans l'organisation de rallyes automobiles. La « retenue » de deux dirigeants pendant 24H marque une première confrontation physique en avril 2009,

redoublée par les jets d'œufs sur plusieurs autres dirigeants en août 2009. L'usage de ressources corporelles, l'imposition du contact physique à des dirigeants souhaitant désincarner au possible les relations, mettent en scène l'écart abyssal entre les habitus de chaque partie. C'est néanmoins plutôt l'image de militants « responsables » qui dominera le conflit notamment à mesure que le conflit se concentre sur le terrain juridique. Ce dernier exige la mobilisation d'experts juridiques et comptables qui, bien qu'engagés très fortement auprès des salariés, n'en incarnent pas moins une forme de dépossession de la lutte pour ces derniers. Quand la direction défend un droit contractuel, les salariés défendent la reconnaissance de droits collectifs, chaque camp renvoyant l'illégalisme à l'autre. Finalement, la légitimité des plaintes des salariés ont été reconnues mais la direction de Molex Inc. n'a pas été punie. Une autre arène de lutte se situe sur le plan politique et là encore, la victoire est en demi-teinte car si la cause des « Molex » a fait consensus dans l'espace politique, l'État n'a pas mené bataille comme les salariés auraient voulu. La couverture médiatique, exceptionnelle compte-tenu de l'invisibilité de beaucoup de conflits, a reposé sur des mises en scène – au premier rang desquelles celle du village Gaullois résistant à l'Empereur américain. Les « Molex » ont « joué le jeu » et ont incarné, en partie malgré eux, une certaine classe ouvrière rurale masculine et « authentique ». Comme le note les auteurs, « la désingularisation de la mobilisation pour l'emploi passe paradoxalement par la mise en scène de l'ancrage local » (p.171).

Le dernier chapitre revient sur les formes de collectif qui ont perduré après la fermeture de l'usine : la nouvelle entreprise VMI, la cellule de reclassement et l'association Solidarité Molex. VMI, considérée comme « le fruit de la lutte collective » (p. 196) suscite néanmoins critiques et jalousies, notamment car elle ré-emploie seulement une partie des anciens salariés, qui plus est parmi les plus qualifiés. Les salariés de cette usine montent néanmoins une section CGT marquant ainsi une continuité dans la lutte syndicale, voire un « hommage » au travail réalisé par les leaders CGT de Molex, comme l'exprime un des nouveaux syndiqués et élus de VMI. La cellule de reclassement, dispositif d'accompagnement pourtant individualisant, est réapproprié par une partie des « ex-Molex » de manière collective, ce qui est facilité par la forte implication des employés de cette cellule. Le collectif se situant le plus directement en continuité de la lutte est l'association Solidarité Molex, créée en août 2009, et servant de cadre collectif à toutes les actions menées depuis. Petit à petit néanmoins le collectif se délite et devient le support d'activités nouvelles comme le soutien à d'autres luttes ouvrières, la participation à des projections de documentaires ou à des enquêtes sociologiques. Cette ouverture à d'autres espaces sociaux, et les interactions avec des membres des classes supérieures intellectuelles qu'elle engage, n'empêche pas l'association de continuer à vivre localement et à entretenir les sociabilités entre anciens salariés. Les actions

« sociales » menées en direction des anciens salariés les plus fragiles sont menées en parallèle d'actions plus « politiques » liées à la lutte toujours en cours, les deux s'alimentant respectivement pour tenir en vie la dignité ouvrière portée par la mobilisation.

Au-delà des qualités de l'enquête qui se révèlent tout au long du livre, l'écriture est fluide et vivante bien qu'on puisse regretter quelques répétitions factuelles entre chapitres et surtout que les nombreuses observations ne soient pas plus mises en avant. La volonté manifeste de réaliser un ouvrage accessible au plus grand nombre ne mène pas les auteurs à abandonner la discussion sociologique et les apports de ce livre sur la question de la politisation des classes populaires, de la mobilisation de ressources extra-politiques, de la place du droit dans les luttes ouvrières et de l'étude du capitalisme financier sont indéniables. La signature de cet ouvrage par le seul nom du collectif ajoute à cet engagement sociologique un engagement institutionnel salvateur – quoique de plus en plus courant – contre les logiques individualisantes du milieu universitaire.

Eve Meuret-Campfort

Centre Nantais de Sociologie – CENS

23 rue du Recteur Schmitt

BP 81 227

44312 NANTES Cedex 3

evemeuretcampfort@gmail.com